



EN GREVE A PARTIR DU 5 DECEMBRE !

TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS POUR GAGNER MOINS, NI POUR MOI NI POUR MES ENFANTS !

Après avoir supprimé les cotisations sociales salariales UNEDIC et de Santé au profit de la CSG (donc de l'impôt) et ainsi prendre la main sur le financement et l'avenir de la Protection Sociale de Santé et du droit à l'indemnisation, **le gouvernement a décidé de s'attaquer à notre droit à la retraite.**

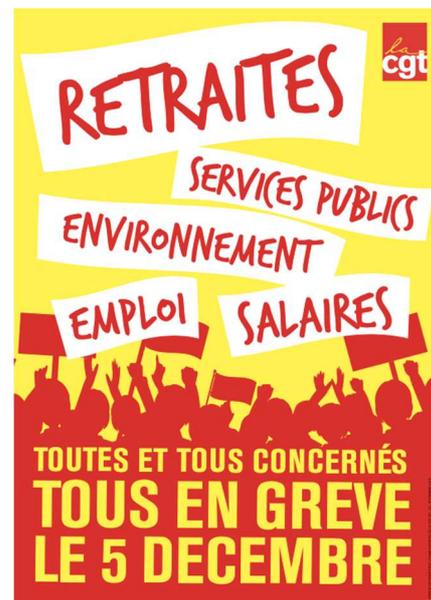
La mise en œuvre de la retraite par point, individualisée selon les parcours de chacunE, entraîne la destruction de la retraite par répartition telle que nos anciens l'ont conquis par leurs luttes et leurs mobilisations.

Le gouvernement entend imposer une règle d'or : restreindre la part des richesses consacrée aux retraites à 14% du PIB. Alors que le nombre de retraités va augmenter dans les années à venir, plus de monde devra se partager le même gâteau, les parts seront donc plus petites pour toutes et tous

La baisse des pensions, estimée entre 25% et 30%, est liée à la modification des règles de calcul et à l'augmentation de la durée de cotisation. Le calcul du montant de la pension de retraite serait basé sur l'intégralité de la carrière au lieu des 25 meilleures années pour les salariés de droit privé ou les 6 derniers mois pour les agents de droit public. Inclure les mauvaises années provoque irrémédiablement une baisse immédiate et rapide de nos retraites.

Aujourd'hui les périodes liées aux aléas de la vie (chômage indemnisé, maladie, maternité, invalidité) sont assimilées et entrent dans le décompte des trimestres. Demain avec une retraite à points, ces périodes ne généreront plus de droits.

Coup de grâce, le montant de nos pensions dépendra et évoluera en fonction d'une valeur du point décrétée par le gouvernement et Bercy



La CGT a des propositions pour améliorer et conforter le régime actuel de nos retraites :

- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes rapporterait 6,5 milliards d'euros en plus pour la sécurité sociale.
- En augmentant le taux de cotisation de 0,2 à 0,4 point par an, on assure de fait la pérennité du système. Alors que notre pays bat des records en matière de distribution des dividendes, taxer les produits financiers rapporterait 30 milliards par an.
- Mettre fin aux exonérations de cotisations sociales patronales rapporterait 20 milliards d'euros.
- augmenter les salaires : une augmentation des salaires de 3,5 % dégagerait immédiatement 6,5 milliards d'euros pour financer les retraites

**NOUS SOMMES TOUS CONCERNES ! MOBILISONS NOUS !
EN GREVE ET EN MANIFESTATIONS
A PARTIR DU JEUDI 5 DECEMBRE**